

Région

Bienne

La redevance radio-télé comme enjeu politique

La SSR organisait un débat public contradictoire bilingue, ce jeudi soir au Gymnase de Bienne et du Jura bernois, sur l'initiative populaire «200 francs, ça suffit!»

Sébastien Goetschmann

La SSR Berne et son homologue germanophone de Berne, Fribourg et Valais ont ouvert la discussion, lors d'un débat contradictoire dans le cadre de la votation fédérale du 8 mars prochain sur l'initiative populaire «200 francs, ça suffit!» (lire aussi par ailleurs). Jean-Michel Cina, président de la SSR, a commencé par mettre en garde sur cette initiative «qui va trop loin». En effet, si l'objet est accepté, à partir de 2029, la SSR ne percevrait plus qu'environ 630 millions de francs de la redevance, soit environ la moitié du montant actuel.

Outre l'impact sur les contenus, cela menacerait aussi près de 3000 emplois au sein de l'entreprise, et 3000 supplémentaires seraient indirectement perdus dans d'autres entreprises (auteurs, acteurs, sociétés de production audiovisuelle, secteur du bâtiment, hôtellerie, etc.).

Recentrer le rôle de la SSR

Pour le conseiller national UDC de Cortébert Manfred Bühler, le média doit entrer dans le 21^e siècle, en se concentrant sur le cœur de son rôle de service public. «Il faut que la SSR soit soumise à la vraie discussion, qui concerne le contenu de la concession. Elle doit faire de l'information de qualité, du débat politique, mais le divertissement et le sport ne sont pas essentiels à la formation de l'opinion. Pas plus que l'intégration de personnes étrangères ne fait partie de son mandat. Dans le mammoth SSR, il y a un potentiel d'économie suffisant», argue-t-il. «Avec moitié moins d'argent, nous ne pourrions plus fournir les mêmes prestations dans les domaines de l'information, la culture, le sport, le divertissement, la formation, et tout cela en quatre langues», s'offusque le président du groupe audiovisuel.

David Biner, de la «Weltwoche», reproche, lui, frontalement le manque de diversité de la SSR. «La plupart des journalistes sont de gauche. Je ne suis pas prêt à payer 335 fr. par an pour ce service», lance-t-il. Ce à quoi Jean-Michel Cina rétorque qu'il y a bien des journalistes de gauche, mais qu'il ne faut pas pour autant tous les mettre en doute. «Il faut voir ce qu'ils produisent, et ils respectent leur devoir déontologique, ce que confirment plusieurs études. Il existe d'ailleurs des organes de contrôle.»

Ambition politique

Le conseiller aux Etats vaudois Pierre-Yves Maillard (PS), rebondit: «Au moins, les partisans de l'initiative sont clairs, il ne s'agit pas de pouvoir d'achat, contrairement à ce qui est avancé dans la campagne. C'est politique, car la SSR serait trop à gauche pour eux. C'est de l'ambition propagandiste et idéologique. Personnellement, je paye l'impôt fédéral direct, mais je ne demande pas de quel bord politique sont les officiers de l'armée.»

«Vous comparez la sécurité nationale aux bras cassés de Couleur 3?» réplique David Biner. «Avoir une autonomie sur l'information est un élément de sécurité publique», reprend Pierre-Yves

Maillard. «Avec la SSR, nous avons un service de médias qui appartient au peuple. Je ne comprends pas comment un parti qui se revendique «Volkspartei» veut le détruire pour le remplacer par des médias qui appartiennent à des milliardaires.» «Il n'y a pas que des milliardaires de droite», objecte Manfred Bühler, contrecarant l'idée que l'initiative a pour but d'uniformiser les discours.

De la poudre aux yeux

Sur l'aspect financier pour les ménages, Pierre-Yves Maillard ajoute que les dernières coupes budgétaires (la redevance radio et télé est passée de 451 fr. à 335 fr. en 2021) le privent déjà de matches de football et qu'il faut payer des abonnements bien plus chers pour accéder aux mêmes contenus. Virginie Borel, directrice du Forum du bilinguisme, abonde: «L'initiative n'est que de la poudre aux yeux. On nous fait miroiter une économie immédiate, mais qui coûtera au final plus cher, car ce qu'on ne trouvera plus sur la SSR, on devra le payer ailleurs.»

Un panneau montre les répartitions linguistiques de la télévision suisse. Keystone/Salvatore Di Nolfi

Image

Manfred Bühler à la relance: «Si le foot m'intéresse, je m'abonne. Mais je ne veux pas payer pour quelque chose qui ne m'intéresse pas et qui ne fait pas partie du mandat du service public. Il n'y a, par exemple, pas besoin d'autant de chaînes musicales ni de dépenser de l'argent pour acheter des séries américaines...» Pour Pierre-Yves Maillard, la notion de solidarité est primordiale. «Si chacun paye ce qu'il consomme, alors on arrête avec la Suisse. Ce principe de solidarité fait partie de l'idéal national. Je suis choqué qu'on veuille affaiblir cette institution. Je pourrais l'entendre d'un mouvement ultralibéral, mais pas d'un parti qui se réclame du peuple.»

Et Virginie Borel de relever le risque qui plane aussi sur les autres médias. En supprimant les bureaux régionaux pour tout centraliser à Zurich, une perte de synergie est à craindre. «Le cerveau humain est un champ de conquête d'intérêts privés. Nous avons besoin d'un média qui n'a pas de couleur politique ou idéologique pour faire contrepoids», conclut Pierre-Yves Maillard.

Un deuxième débat aura lieu le 23 février, à 18h, au Centre de culture et de loisirs de Saint-Imier. Le directeur de la RTS, Pascal Crittin, échangera avec Manfred Bühler, Stéphanie Mérillat, coprésidente du HC Bienne, et Hervé Gullotti, maire de Tramelan et candidat socialiste au Conseil exécutif bernois.

L'initiative «200 francs, ça suffit!»

Actuellement, les ménages privés paient une redevance de radio-télévision de 335 fr. par an. Les entreprises assujetties à la TVA s'acquittent elles aussi d'une redevance si leur chiffre d'affaires est de 500'000 fr. ou plus, le montant de la redevance dépendant alors du chiffre d'affaires. L'initiative «200 francs, ça suffit!», déposée le 10 août 2023 avec plus de 126'000 signatures, est portée principalement par l'UDC, le PLR et l'Union suisse des arts et métiers. Elle demande que la redevance Serafe soit réduite à 200 fr. pour les ménages privés, que toutes les entreprises en

soient exonérées et que la SSR se limite à fournir un «service indispensable à la collectivité». Pour les initiants, il n'est pas normal que tous les ménages doivent payer 335 fr. par an pour la télévision et la radio, peu importe qu'ils les utilisent ou non, qu'il y ait une seule personne ou plusieurs personnes dans le ménage et si les personnes vivant dans le ménage sont aveugles ou sourdes. Par ailleurs, ils relèvent que les Suisses paient les redevances radio et télévision les plus élevées au monde.

Si l'initiative est acceptée, la SSR devrait réduire considérablement ses programmes et supprimer des émissions, selon le message de la Confédération. En effet, à partir de 2029, elle ne percevrait plus qu'environ 630 millions de francs, soit environ la moitié du montant actuel. En conséquence, la couverture médiatique régionale serait réduite et des sites de production seraient supprimés. De plus, la SSR ne pourrait pratiquement plus diffuser d'émissions de divertissement et de sport. Selon les estimations d'une étude de BAK Economics, la SSR devrait supprimer près de 3000 emplois, et 3000 emplois supplémentaires seraient indirectement perdus dans d'autres entreprises (auteurs, acteurs, sociétés de production audiovisuelle, secteur du bâtiment, hôtellerie, etc.).

Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent l'initiative, estimant qu'elle va trop loin. Le gouvernement a ainsi adopté un contre-projet visant à abaisser progressivement la redevance pour les ménages à 300 francs d'ici à 2029. Les entreprises bénéficieront également d'un allègement: dès 2027, seulement 20% environ des entreprises assujetties à la TVA paieront une redevance. Cette solution, qui allègerait aussi la charge des ménages et des entreprises, impliquerait que la SSR doive faire des économies et réduire ses programmes, tout en maintenant une offre de qualité.